

de vingt-six nations européennes s'est réunie à Genève, dans le dessein de former les Etats-Unis d'Europe. L'expression est courtoise, mais le but visé est la coalition de toutes ces nations en vue de se protéger contre l'envahissement des produits américains. Et si quelqu'un en cette Chambre entretient des doutes sur ce dessein, je pourrai lui faire voir des extraits d'un journal qui démontrent clairement que tel est bien le but poursuivi par ces vingt-six nations.

L'honorable M. BELCOURT: Mon honorable ami me permettra-t-il une question? Leur but n'est-il pas plutôt de supprimer les barrières douanières entre toutes ces nations?

L'honorable M. BEAUBIEN: Ma réponse sera la lecture d'une dépêche télégraphique, venant de Genève, publiée dans le *Star* du 15 de ce mois:

L'Europe négocie son premier armistice du temps de paix; elle affronte une situation dont les possibilités dépassent celles de la trêve qui, il y a dix ans, a mis fin à la plus grande guerre de l'histoire. Les délégués de 28 nations, dont 26 sont européennes, entreprennent de conclure une soi-disant "trêve douanière", dont l'objet ne se borne pas à supprimer les causes économiques de la guerre, mais vise à grouper dans un intérêt commun les nations de l'Ancien Monde pour qu'elles présentent un front uni dans leur lutte commerciale contre les Etats-Unis d'Amérique.

Il est donc incontestable que ces vingt-six nations, comptant une population de 200,000,000 d'âmes et représentant une richesse de plus de \$200,000,000,000, ont jugé nécessaire de se liguer afin de se protéger contre la concurrence des Etats-Unis. Quiconque a voyagé en Europe a pu constater avec quelle rapidité les marchandises américaines pénètrent partout sur le continent, à la faveur de leur admirable publicité et avec l'appui de la meilleure, de la plus systématique comme de la plus puissante organisation de vente qui soit dans l'univers. A trois mille milles de notre pays, ces vingt-six nations d'Europe, avec leurs ressources illimitées et leurs industries admirablement développées, jouissant toutes d'une haute protection, ont cru nécessaire de réaliser le rêve napoléonien du blocus européen pour se protéger contre les Etats-Unis.

En présence de ces mesures salutaires, nous abaissons la protection de nos barrières douanières, sous le feu de l'artillerie économique de l'Oncle Sam, qui nous bombarde sans répit avec ses exportations. Et nous donnons le spectacle d'une nation de neuf millions et demi de population, possédant une richesse totale de vingt-six milliards de dollars, et qui, ayant renversé ses murs douaniers, se trouve presque sans protection contre le reste de l'univers. Nous ouvrons toutes grandes les portes de

notre marché, et nous invitons l'Oncle Sam et les autres nations du globe à venir nous faire concurrence sur notre propre territoire. Les Américains ont accepté l'invitation, et le chiffre de leurs exportations en notre pays marque une progression annuelle de \$100,000,000. Chaque année, notre balance commerciale décline et, de plus, l'année dernière, nous avons éprouvé l'humiliation de voir notre monnaie légale, notre solide dollar canadien, subir une dépression de 1 à 2½ p. 100, ce qui se traduit, pour notre pays, par une perte annuelle variant de \$8,000,000 à \$15,000,000 dans nos remises à l'Oncle Sam.

J'ai entre les mains un extrait de la *Gazette* du 22 de ce mois, lequel cite le *Bulletin du Commerce*, où M. Harrison Watson, le commissaire du commerce canadien à Londres, énonce qu'en 1929 les exportations en Grande-Bretagne, de presque toutes nos principales denrées alimentaires, ont sérieusement décliné. Il dit:

Le déclin dans le volume de certains de nos produits les plus importants se répartit comme suit: Farine, 23.7 p. 100; lard fumé, 35 p. 100; jambons, 14.9 p. 100; fromage, 21.3 p. 100; saumon en conserves, 9.3 p. 100.

Le commerce d'exportation du bétail sur pied, pour lequel nous entretenions tant d'espoir il y a quelques années, a complètement disparu en 1929, pas un seul animal n'ayant été expédié en Grande-Bretagne durant l'année.

Récapitulons. En présence du marché britannique qui nous échappe pour prendre la route de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande; en présence de la déclaration de M. Snowden qui se propose de supprimer la très minime préférence britannique qui nous est accordée; en présence de tous les marchés du globe qui nous ferment leur entrée; en présence de l'Oncle Sam qui érige des barrières pour nous interdire l'accès du territoire américain, nous avons l'incroyable complaisance de lancer à l'univers, en guise de riposte, l'invitation de venir sur notre marché faire concurrence à nos produits indigènes. Ai-je raison de dire qu'il est temps de s'arrêter et de réfléchir? Les faits que j'ai exposés à la Chambre n'expliquent-ils pas le motif pour lequel notre prospérité apparente s'est évanouie dans l'espace d'une nuit? Et ne pensez-vous pas comme moi que si la nation canadienne travaille dur, elle n'en est pas moins sans défense et dépourvue de réserves pour faire face aux mauvais jours qui se préparent déjà? Et pourtant le gouvernement continue à proclamer, comme dans le discours du Trône, que tout ici est pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Quelle est la cause de cette situation lamentable? Soyons sincères. Quelle est-elle? Est-